

**Manifestation intersyndicale  
(CGT Sud et FSU)  
des personnels du ministère de la culture**

**Jeudi 25 juin 2009**  
rue Saint-Honoré – Paris

**Intervention de Jack Ralite, sénateur de Seine-Saint-Denis**

Chacune et chacun d'entre vous,

Nous sommes le 176<sup>ème</sup> jour de l'an 2009, et si le pouvoir est toujours silencieux sur le 50<sup>ème</sup> anniversaire du ministère de la culture, il vient d'asséner ses conclusions à sa sombre initiative, RGPP. Il vient aussi de changer de Ministre. Le ministère a maintenant la « marque » Mitterrand, mais n'en a pas le budget.

L'RGPP devait être selon le ministère une révision, un renouvellement, presque une refondation.

Or, la communication de la ministre de la culture, après l'arbitrage de l'Elysée, constitue un détricotage, une dislocation du ministère. La rue de Valois, si rien n'est stoppé, est dévitalisée, paralysée et bientôt sera volatilisée. Voilà leur considération de la culture et de ses libertés.

En 1959, le ministère était tout jeune ; en 2009 il a un demi siècle. On ne porte pas le même costume à 50 ans de distance. Les personnels du ministère veulent, j'en suis sûr, bien tailler et coudre différemment le costume de l'outil institutionnel, en tenant compte de l'expérience, des besoins, anciens et nouveaux, et de la place centrale de la création, du patrimoine et des médias, l'ensemble devant être accessible à tous. Le pouvoir, lui, déshabille le ministère et le laissera bientôt nu.

En tout cas la route est prise. De six directions historiques et de deux délégations, il fait trois directions générales flanquées d'un secrétariat général. Le décret instituant tout cela est un profond remaniement du document présenté aux organisations syndicales le 12 février dernier. On va vers un ministère « allégé », sauf d'« obligations de résultats » qui ont été élaborées en dehors du métier, contre vos métiers précieux et incontournables pour aller de l'avant.

Dans ce décret, les directions de l'administration centrale sont ravalées au rang de services. Les maigres engagements de Madame Albanel devant les personnels et leurs représentants ne sont même pas respectés. 250 emplois en administration centrale (près de 20 % des effectifs) seront supprimés d'ici fin 2011. De 2002 à 2011, 2000 emplois sont passés à la trappe. En fait de tailler un nouveau costume, c'est mettre en pièce l'ancien. Eux, ils chiffrent alors que les artistes et vous déchiffrez. Le décret doit être publié pendant le temps de la grande dispersion et devrait être appliqué le 1<sup>er</sup> octobre 2009.

C'est sans doute ce qu'à Versailles, le Président appelait « une démocratie apaisée ».

Il s'agit d'« une politique sacrificielle » où beaucoup d'entre vous à l'intérieur du ministère et au dehors perdent leur place dans la société, deviennent en trop dans la société infirmant l'envolée versaillaise présidentielle -je cite- : « De valoriser toutes les intelligences et les talents plutôt que d'en laisser perdre une partie ».

La culture est traitée comme la santé, l'éducation nationale, les universités, la radio-télévision, l'AFP et plus généralement les services publics. Le pouvoir les considère comme des produits gérés par des entreprises où l'homme est d'abord un « actif immatériel ». Cette politique est « hadopitoyable ».

Devant sa renonciation à assumer une responsabilité publique, sociale et nationale en matière de culture et de création, l'Etat au-delà de sa guillotine budgétaire veut se décharger sur les collectivités locales qui n'en peuvent mais, et sur le privé présent par délégation de service public dans beaucoup d'institutions et qui rêve d'en dominer d'autres.

Des réunions internationales ont eu lieu, pendant la Présidence française de l'Europe, que des proches du pouvoir ont comparé à des « Davos culturels ». Ils devraient être plus prudents et ne pas utiliser

une telle corruption du vocabulaire car la crise est précisément le résultat des Davos successifs, que le pouvoir, les affaires et l'essentiel des médias louaient comme des sources d'avenir alors qu'ils n'étaient que source de « retard d'avenir ».

Même le présent est touché. Preuve en est la tenue d'un colloque sur la politique des Musées à Toulouse où les Conservateurs présents ont exprimé leurs graves inquiétudes. La DRAC (absente), les représentants du ministère (présents) se sont tus.

Et dire que le ministère a été créé, disait Pierre Moinot, « pour avancer contre l'habituel des choses ». André Malraux, premier titulaire du poste, disait : « L'Etat n'est pas fait pour diriger l'Art mais pour le servir ».

Vous vous souvenez que Nicolas Sarkozy a précisé sa pensée sur la culture et la création dans sa lettre de mission à la ministre de la culture, le 1<sup>er</sup> août 2007 : « Veillez à ce que les aides publiques à la création favorisent une offre répondant aux attentes du public ».

L'homme de théâtre anglais Baxter lui a donné la meilleure réponse : « Le comptable applaudit quand le parterre est plein, mais plein de quoi ! ». En tout cas, pas de la lecture de la « Princesse de Clèves » dont n'a que faire la « guichetière ». Les spectateurs sont méprisés, les créateurs sont maltraités, vous, vous êtes malmenés. On veut vous

culpabiliser d'être de trop, alors que vous avez le sentiment d'être à l'étroit. L'esprit des affaires s'est emparé des affaires de l'esprit.

Contre cela, créateurs, spectateurs, agents du service public de la culture doivent se trouver et s'acharner à faire cheminer dans le chaos du moment l'idée d'une alliance des forces de la création et du travail.

Votre manifestation d'aujourd'hui est un atout d'émancipation et de liberté, dont vous pouvez être fiers parce que vous décidez ainsi de ne pas perdre votre fidélité et que vous l'avez fait savoir tout de suite au nouveau ministre de la culture.

Vous me permettez de saluer à vos côtés les personnels de RFI qui depuis sept semaines, devant le silence méprisant de leur direction, ripostent et exigent un médiateur.